

Burundi : l'opposition en exil se félicite du rapport de l'ONU

RFI, 06-09-2017 Pancrace Cimpaye (photo), porte-parole du Cnared, plateforme d'opposition burundaise en exil, s'est félicité de la publication du rapport de l'ONU qui expose les crimes commis par le pouvoir de Pierre Nkurunziza et exhorte la CPI à s'en saisir. Une commission indépendante d'enquête de l'ONU sur les crimes commis au Burundi a rendu son rapport le 4 septembre. Elle exhorte la Cour pénale internationale (CPI) à enquêter de toute urgence sur les crimes contre l'humanité et autres atrocités au Burundi.

Pancrace Cimpaye, porte-parole de la plateforme d'opposition en exil, le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'État de droit (Cnared), s'est dit, à RFI, satisfait que la décision soit clairement exposée. « La nouveauté est d'oser dire publiquement les choses dans un rapport, se félicite-t-il. Les faits avérés indiquent clairement que Pierre Nkurunziza est le premier responsable de ce bain de sang. Non seulement il a forcé un troisième mandat illégal et impose à tout le peuple burundais de l'accepter dans le sang. Il est le premier responsable. Deuxièmement, la garde présidentielle de Nkurunziza, la milice des Imbonerakure qu'il contrôle, les services de renseignements logés dans ses bureaux, voilà les entités qui sèment la désolation et la mort au Burundi ». Attaque « généralisée » contre la population « C'est tout à fait normal que le premier responsable Nkurunziza soit épinglé », poursuit Pancrace Cimpaye. Et avec lui sa galaxie, les gens qui gravitent autour de lui, les généraux impliqués qui sont présents depuis bientôt trois ans dans tous les rapports, et ils n'avaient jamais été épinglés. Ce rapport met le doigt sur les véritables responsables, parce que la milice Imbonerakure est devenue plus forte que l'armée, la police et le Parlement. C'est donc tout à fait normal que ces milices soient dans ce rapport les véritables responsables du drame qui secoue le Burundi, qu'ils soient enfin nommés officiellement ». Le président de la commission d'enquête de l'ONU parle d'une attaque « généralisée ou systématique » contre la population civile. Fatsah Ouguerouz va jusqu'à blâmer « une politique de l'Etat burundais ». Pour la première fois, le rapport pointe du doigt une responsabilité jusqu'au sommet de l'Etat en tentant de démonter la mécanique qui structure ces violences et évoque des décisions prises « non pas par le gouvernement, mais par le président de la République entouré d'un cercle restreint d'au moins cinq généraux ». La jeunesse du pouvoir, les Imbonerakure, qualifiée de « milice » par l'ONU, elle aussi mise en cause.